



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Le chef du service sécurité
aménagement

à

Guichet unique
Préfecture de la Haute-Marne
89 rue Victoire de la Marne
52 000 Chaumont

SERVICE SÉCURITÉ AMÉNAGEMENT

Chaumont, le **21 SEP. 2021**

Affaire suivie par : Stéphane JAUVAIN
Tél. : 03 25 30 69 86
stephane.jauvain@haute-marne.gouv.fr

Objet : Contribution portant sur l'examen d'une demande d'autorisation environnementale (compléments)

Réf : saisine du 31/08/2021, numéro AEU_52_2020_30

En réponse à votre saisine reçue par mail le 31 août 2021 concernant un dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société EUROGRANULATS le 21/09/2020 sous le numéro AEU_52_2020_30, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les éléments de réponse de mon service.

Le dossier porte sur la création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) adossée à une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND). Cette dernière concerne des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes.

Le terrain du projet est situé sur le territoire communal de Semoutiers-Montsaon sur la section cadastrale AB parcelle n°66. Un plan local d'urbanisme intercommunal valant programme de local habitat est en cours d'élaboration sur cette commune, c'est donc le règlement national d'urbanisme qui est actuellement applicable.

A ce titre, l'article L111-4 3° du code de l'urbanisme prévoit que peuvent être autorisées en dehors des parties urbanisées « *les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées...* ». Or la jurisprudence considère ces installations de stockage comme n'étant pas compatibles avec le voisinage des zones habitées. Ces installations entrent dans le cadre de l'article susvisé. Le projet peut donc être autorisé au regard des règles d'urbanisme actuellement en vigueur.

Par ailleurs, l'article L111-5 du code de l'urbanisme précise que « *...les installations...ayant pour conséquence une réduction des surfaces situées dans les espaces autres qu'urbanisés et sur lesquelles est exercée une activité agricole ou qui sont à vocation agricole doivent être préalablement soumis pour avis par l'autorité administrative compétente de l'Etat à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers...* ». Le site du projet n'étant pas à vocation agricole, le passage en CDPENAF n'est pas requis.

Enfin, la DDT de la Haute-Marne est gestionnaire des servitudes A4 (servitude de passage dans le lit ou sur les berges de cours d'eau non domaniaux), PM1 (plan de prévention des risques naturels prévisibles et plan de prévention de risques miniers) et PM3 (plan de prévention des risques technologiques) pour les installations militaires. Le projet n'est pas impacté par les servitudes précédemment citées.

Le chef du service sécurité
aménagement,



Richard COUSIN